

CERCLE TURGOT

Petit-déjeuner débat

Invité : Hervé MARITON

Ancien Ministre de l'Outre-mer
Député « Les Républicains » et candidat à la Primaire

Paris, le 26 Mai 2016

Pour son second petit-déjeuner débat le Cercle Turgot recevait Hervé MARITON, ancien ministre de l'Outre-mer et Député-Maire de Crest.

Cette rencontre a eu lieu à la Maison de la Chasse et de la Nature au cœur de Paris.

Le Président Jean-Louis CHAMBON accueille chaleureusement Hervé MARITON et ouvre ce nouveau rendez-vous du Cercle Turgot placé sous le haut parrainage du Groupe VIEL dont le Président Patrick COMBES empêché est remplacé par le Général Jean-Gilles SINTES.

« Cher Hervé, vous êtes candidat à la Primaire, mais les sondages ne vous sont pas aujourd'hui favorables.

Vos idées sont intéressantes et vous prônez entre autres – en tant que grand spécialiste de la défense – des perspectives singulières. Mais vous proposez également en matière de divorce des initiatives nouvelles.

Vous êtes aussi un auteur émérite et venez de faire paraître un nouvel ouvrage « Le printemps des Libertés ».

Nous sommes très honorés de vous recevoir ».

Hervé MARITON remercie le Cercle Turgot de le recevoir à l'initiative du Général Jean-Gilles SINTES.

La campagne des Primaires ressemble davantage à une proposition de Premier Ministre qu'à ce que l'on peut attendre d'une campagne présidentielle.

La question essentielle est «quelle vision pour notre pays ?»

Pour dire les choses rapidement et les développer avec ardeur : La France est un pays prospère et n'a pas vocation à se résigner ! En tant que puissance, notre positionnement et la prospérité du pays est un art et un style de vie, au surplus une vision partagée de ce qu'est notre pays et notre bonheur de vivre.

Il n'est pas très grave d'être grincheux. Mais il est une certaine fierté d'être en France.

Le diagnostic :

Notre pays, comparé au monde, est frappé d'une certaine dérive morale et d'un sentiment de pessimisme.

Il est aussi important d'avoir une vision pour la marche de l'Etat, l'observation des contradictions et le manque de sérieux dans les affaires quotidiennes de notre pays.

On est aujourd'hui assez désemparé, et les exemples sont multiples au plus haut niveau de l'Etat.

Le délitement de l'autorité publique rend périlleux cette impression révolutionnaire même si nous en avons l'habitude.

Beaucoup de mon analyse tourne autour du pessimisme mais elle est aussi porteuse d'un réel optimisme.

J'assume un regard libéral plus optimiste vers l'avenir qui s'accompagne, je pense, de moins d'Etat.

La France a moins besoin d'être commandée que d'être dirigée. Elle a besoin de citoyens formés et informés. Le monde politique ne semble pas assez informé de cela.

Mon projet est placé sous le signe des libertés ; la vision que je porte est celle de «liberté et de valeur ». La liberté comme valeur !

Mon propos n'est pas un discours de Premier Ministre. Les demi-mesures et la gestion des hypocrisies cela ne marche pas.

Ce n'est pas une bonne méthode de conduite du changement. Conduire le changement nécessite de disposer d'alliés.

Par exemple, je suis favorable au régime d'une retraite par points et par capitalisation.

Instaurer la retraite à 60 ans cela ne suffit pas. Pour moi, entrer sur un terrain nouveau déstabilise un peu l'adversaire. Ainsi déplacer le débat d'une manière plus féconde est stimulant.

Liberté et valeur, tel est mon pari. Passer de 35 à 39 heures certes desserre la contrainte, mais cela ne suffit pas.

Il faut moins d'Etat et plus d'agilité, notre appareil d'Etat étant dans une configuration plutôt dégradée.

Il y a une quasi impossibilité de recourir à une époque « Pompidolienne », avec un Bernard ESAMBERT à la manœuvre. Cela est fini.

La liberté c'est assumer la compétition du monde. Une compétition armée, sinon on sera atomisé, car nous avons besoin d'y prendre part.

La souveraineté de notre pays passe par une influence forte des routes maritimes, et cette compétition armée doit démontrer notre force militaire.

Nous avons besoin de stabilité et de proximité. A cet égard la famille est importante.

Je suis un fervent partisan du fait communal, car c'est un niveau essentiel de notre pays.

Je m'oppose à toute forme «d'Ubérisation du divorce» par exemple. Pour aller aux vents du large, il faut connaître ses ancrages.

Si mes propositions sont faibles dans les sondages, elles ont un fort écho.

En matière de logement social, il n'est pas acceptable d'avoir un secteur hyper fiscalisé et à bien des égards inégalitaire.

62 % des partisans de la Droite et du Centre soutiennent ce projet. La Flat tax : 70 % des sympathisants partagent mes idées.

En clair, il s'agit de transmettre un mode de vie. Je souhaite transformer l'angoisse actuelle en espoir.

Le Président Jean-Louis CHAMBON ouvre le débat par un aphorisme de circonstance :

« Nos libertés commencent ou s'arrête le pouvoir de nuisance des minorités en matière de transports publics.

Pensez-vous que les blocages de ce secteur soient un axe majeur ? »

Il est suivi par une question de Jean-Claude SELLER sur la problématique de l'Europe qui est la survie de notre civilisation.

Le Général Jean-Gilles SINTES note au passage que dès lors qu'il n'y a pas de nationalité Européenne les choses sont rendues encore plus difficiles.

Pour Alain FARE, en matière de défense, la bonne solution réside-t-elle seulement au regard du Royaume-Uni ?

Daniel VITRY évoque le fait que la droite a modifié la Constitution pour y introduire le principe de précaution et les freins que cela génère.

Daniel BIDERMAN fait une remarque sur les freins et résistances au sein même des grands corps de l'Etat.

Alain MATHIEU soulève la question du référendum d'initiative populaire et précise qu'en matière de dépenses publiques une convergence avec l'Allemagne représente un niveau de 270 milliards de dépenses publiques.

Les dernières questions de Jean-Gilles SINTES, d'Yves MESSAROVITCH portent sur les décisions les plus immédiates une fois à l'Elysée, sur le changement du spectre politique et sur la jeunesse.

Hervé MARITON dans ses réponses rappelle qu'il est très attaché au principe de subsidiarité qui ne se résume pas à une délégation du haut vers le bas. L'enjeu étant selon lui moins une affaire de protection que de musculation. Simplifier avec David CAMERON et muscler avec Angela MERKEL. En matière de défense peu de gens se disent prêts à mourir pour l'Europe. Dès lors une politique Européenne de Défense s'impose.

Le conseil des Ministres Européens doit être stabilisé par compétences sur une durée de 30 mois.

Trop de réformes ne sont menées qu'à moitié. A terme tout cela tend vers zéro. Il convient d'être précis et bannir les mots faux, car cela entraîne de la défiance. Le sujet est moins de tout faire d'un coup, voire même d'être lucide parce qu'en politique l'objectivité n'existe pas.

Le droit du sang est une valeur fondamentale de la société Française. Une des carences de la société Française à améliorer est celle relevant de la pédagogie.

Mais il est vrai que rien n'est possible sans la question du logement dans notre pays. On ne peut pas davantage faire baisser la dépense publique sans toucher à certains secteurs que l'on pense « sanctuarisés », tels la police, le secteur hospitalier etc.

Il faut regarder ici et là les marges effectives de productivité.

La France a besoin d'alliés en Europe et singulièrement à l'Est de l'Europe sur les questions de défense notamment. Le souverainisme sec à la Française cela n'est pas possible. Le reste des pays ne complotent pas tous contre la France.

Nous avons aussi des alliés à l'Ouest et en Europe du sud. Nous devons nous défier de notre complexe d'assiégé, cela ne peut pas continuer.

Je pense à l'OTAN qui est un choix préparé de longue date avec Jacques CHIRAC. Avec le TAFTA, TTIP, je ne veux m'obliger ni à signer, ni à refuser.

Je suis attaché à notre indépendance et le coût considérable que cela engage. Si on nous achète des sous-marins c'est aussi au regard de l'influence grandissante de la Chine.

S'agissant du principe de précaution, je pense qu'en France on souffre d'une insuffisance d'expertise.

Le cas du gaz de schiste est à cet égard édifiant. Le Parlement légifère après que la loi soit votée. Cela n'est pas normal.

Il convient à cet égard se considérer deux aspects :

- 1- L'évaluation préalable.
- 2- La proportionnalité de la réponse.

A propos de la résistance des grands corps de l'Etat :

Parlons du financement de la dépendance : il y a des pratiques curieuses. De même que la fermeture rapide du projet de fusion de l'Inspection des Finances avec d'autres corps d'inspection de l'Etat.

On ne fait pas une réforme sans alliés. Le mépris cela ne marche pas. Il nous faut une approche de boutiquier et une vision plus haute, je pense à la RGPP, à la suppression de la carte de familles nombreuses etc.

Je suis favorable au cumul des mandats. Mais être Ministre c'est vraiment une activité à temps plein. Quand on est Ministre, on commande à son Ministère. La haute Administration devra travailler tout l'été 2017. Car en dehors du budget, rien d'important ne se fait avant janvier.

Sur le référendum d'initiative populaire, cela est difficile. Je suis favorable à l'augmentation du temps de travail dans la fonction publique. La remontée à 40 heures est une bonne idée, mais ne se fait pas d'un coup. C'est au sein des entreprises que les équilibres doivent être trouvés.

A propos de la dette et de la réduction de la dépense publique qui doit être de l'ordre de 130 milliards d'euros, qui est le niveau moyen en Europe : je constate que les premiers 80 milliards sont assez aisés à documenter. Au-delà c'est très difficile.

En vérité, converger tout de suite avec le niveau de la dépense publique Allemande, il y a peu de gens qui savent faire. Je suis néanmoins partisan d'une baisse des dépenses.

Il faut donner envie à la jeunesse de percevoir le monde avec plus d'optimisme et d'espoir.
Une vraie réforme des retraites sera très utile à la jeunesse ; bien plus qu'une aide à la personne.

L'assouplissement du marché du logement est essentiel.

L'entrée dans le monde du travail des jeunes avec une rémunération inférieure au Smic doit très rapidement s'orienter vers ce salaire minimum.

Je pense en outre que les jeunes sont attachés à ce à quoi ressemblera leur lieu de vie de demain.

La Flat Tax n'est pas une question simple mais néanmoins très importante car il faut avoir un projet général qui parle aux jeunes.

Je propose que les jeunes participent au financement de l'enseignement supérieur dès qu'ils auront un premier emploi.

Le problème des jeunes aujourd'hui est aussi celui de ceux qui quittent la France avec un faible espoir de retour. Il faut leur redonner cet espoir.

Je constate aussi que ceux qui réussissent se coupent trop de ceux qui sont enclavés.

Il faut trouver un chemin d'optimisme !

S'agissant du spectre politique et particulièrement à gauche, je doute fort que l'imprégnation marxiste des sociaux-démocrates leur permette d'évoluer.

En revanche, il faut une droite qui cherche à se muscler plus qu'à s'isoler.

J'ai la redoutable tâche d'en convaincre le plus grand nombre.

Pour conclure ce débat, le Président Jean-Louis CHAMBON retient un mot : « l'optimisme ».
Il précise en outre que cette rencontre fait partie des grands moments du Cercle Turgot.

Pour remercier notre invité il lui remet conjointement à Jean-Gilles SINTES deux souvenirs.

Les ouvrages du Cercle TURGOT, « Shadow banking » et « la Chinamérique » et une effigie de TURGOT, baron de l'Aulne réalisée par l'Ecole Nationale du verre à Yzeure dans le Bourdonnais en précisant au passage que TURGOT non plus n'aimait pas les demi mesures.

Pour finir, Hervé MARITON accepte avec enthousiasme la proposition qui lui est faite de devenir membre d'honneur du Cercle Turgot.